



Nous le savons, l'éducation doit être une priorité de chaque nation. Il en va de son avenir, de sa recherche, de sa compétence technique et intellectuelle, de l'avenir de ses enfants. Tout ça, tout le monde le sait. Posé comme ça, ça a même des allures d'évidences. Et pourtant...

Le Gouvernement prétend supprimer 2 heures de classe par semaine, 10.000 postes d'enseignants et les aides spécialisées (RASED). Attardons nous un peu sur les conséquences concrètes de ces suppressions.

- 2h en moins le samedi, c'est 3 semaines de moins par an pour chaque enfant
- Avec 36 semaines de 4 jours et les jours fériés, cela fait moins de 140 jours de classe par an. Il y en a 200 au Danemark, 188 en Finlande, 190 en Angleterre.
- Les enseignants témoignent déjà de difficultés à tenir le programme et d'un retard par rapport aux années précédentes.
- 24 heures sur 4 jours sont bien moins efficaces que sur 5. Les médecins répètent que 6 heures de classe pour des enfants de moins de 8 ans, c'est trop pour être efficace.

Le RASED (Réseaux d'Aide Spécialisée pour les Elèves en Difficulté) ? C'est pareil !

- Ce sont des enseignants spécialisés, avec des qualifications particulières qui prennent des enfants en grande difficulté en très petits groupes (3 ou 4) ou seuls, pendant le temps de classe (pas de temps de travail ajouté, approche personnalisée).
- Ils travaillent un projet pour chaque enfant, en lien avec l'instituteur, les familles, le milieu médical et psychologique éventuel.
- Cette aide permet aussi aux enfants concernés de trouver leur place dans le groupe classe, et toute la classe y gagne.

Les besoins des enfants qui bénéficient du RASED sont très différents d'un soutien scolaire. Comment leurs problèmes particuliers pourront-ils être résolus ? L'échec des plus fragiles sera plus grand. Toute la classe en souffrira aussi.

Il y a de plus en plus d'enfants scolarisés, mais le Gouvernement veut supprimer des postes d'enseignants. Comment s'y prend-il ? Facile : il supprime l'école maternelle. Il souhaite remplacer les 2 premières sections par des jardins d'éveil, et intégrer la grande section en école élémentaire. Ce choix n'est pas dénué de conséquences. Examinons les :

La 1ère qui me vient à l'esprit, sans doute parce que je préside une collectivité locale, c'est que ces jardins d'éveil seraient désormais à la charge des collectivités locales, et non plus de l'Etat. Avec une contribution financière des parents et de la CAF (l'aide sociale de notre pays). On appauvrit les collectivités, on appauvrit les ménages, on puise dans l'aide sociale, et on leur demande à tous un plus grand effort !

Pour quels résultats ? La fin du rôle socialisateur de l'école maternelle, qui est un lieu d'apprentissage où se construisent les bases conduisant à la lecture, l'écriture, les mathématiques, la logique, le langage ou la motricité. J'ajouterai un élément, tiré de l'expérience des autres pays où un système équivalent existe : l'injustice sociale. Eh oui, jusqu'à 5 ans, les enfants ne seront accueillis que si leurs familles en ont les moyens. Les autres enfants resteront à la maison. Or, nous savons que réussite scolaire et âge de la scolarisation, mais aussi travail des femmes et âge de la scolarisation des enfants sont liés.

Je passerai sous silence, pour ne pas alourdir le propos, la suppression des IUFM, ou la création des "EPEP". Si vous voulez en savoir plus, je vous donne rendez vous à la manifestation essonnoise qui a lieu à Longjumeau samedi 28 mars, à 14h. Je vous mets le tract du Front de Gauche qui soutient cette manifestation. Car évidemment, le Front de Gauche soutient : il faudrait être aveugle pour ne pas voir le lien entre ces projets de casse de l'école et la politique libérale menée de front par l'Europe et le Gouvernement de Nicolas Sarkozy. Voilà 2 bonnes raisons de leur dire stop, le 7 juin prochain, aux élections européennes.

[Télécharger le tract](#)

